

SUISSE

**Procédures nationales applicables à l'entraide judiciaire
en matière pénale**

(STE n°30)

Mis à jour le 13/01/2021

L'information contenue sur ce tableau devra faire l'objet d'une mise à jour annuelle.

L'autorité centrale chargée de l'extradition (nom de l'institution, adresse, téléphone, fax et si possible, adresse e-mail) :	Office fédéral de la justice (OFJ) Domaine de direction Entraide judiciaire internationale Unité Entraide judiciaire Bundesrain 20 CH-3003 Berne Tél : +41 (0)58 462 11 20 Fax : +41 (0)58 462 53 80 e-mail : irh@bj.admin.ch
Si différente de l'autorité centrale, l'autorité à laquelle la demande doit être adressée : (nom de l'institution, adresse, téléphone, fax et si possible, adresse e-mail) :	Autorités cantonales et fédérales L'adresse des autorités judiciaires suisses compétentes pour exécuter les demandes d'entraide judiciaire et de notification peut être consultée sur internet dans la banque de données des localités et tribunaux suisses : https://www.elorge.admin.ch
Voies de communication pour les demandes d'entraide judiciaire : (directe, par voie diplomatique ou autre)	Sous réserve de la transmission directe à l'autorité d'exécution prévue dans les traités internationaux, l'Office fédéral de la justice peut adresser les demandes d'entraide judiciaire directement au Ministère de la justice de l'Etat requérant et, inversement, les recevoir directement de ce Ministère. Cet Office peut également recevoir les demandes par note diplomatique. Lorsqu'il s'agit de mesures provisoires ou en cas d'urgence, il est possible de recourir à l'entremise de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC-Interpol). (art. 29 et 78 de la loi sur l'entraide pénale internationale)
Moyens de communication (par ex. par courrier, fax, courriel ¹)	Les demandes d'entraide judiciaire – transmises par la voie ministérielle ou par toute autre voie prévue dans un traité international – doivent revêtir la forme écrite . En cas d'urgence, une anticipation par fax ou par courriel est possible. Le cryptage ou la signature électronique ne sont pas requis. (art. 28 de la loi sur l'entraide pénale internationale)

¹ Merci d'indiquer si le cryptage ou la signature électronique sont requis.

Langue(s) à employer :	<p>À l'exception des demandes visant la remise de citations à comparaître, les demandes peuvent être présentées en français, allemand et en italien ou doivent être traduites dans l'une de ces trois langues.</p> <p>(art. 28 al. 5 de la loi sur l'entraide pénale internationale ; déclaration de la Suisse à l'art. 16 par. 2 de la Convention d'entraide judiciaire de 1959)</p>
La condition de double incrimination, s'il y a lieu : les documents requis :	<p>Mesures de contrainte</p> <p>Les mesures qui impliquent la contrainte prévue par le droit de procédure (notamment la perquisition, la saisie ou les contrôles téléphoniques) ne peuvent être ordonnées que si l'état de fait exposé dans la demande correspond aux éléments objectifs d'une infraction réprimée par le droit suisse. Elles sont exécutées conformément au droit suisse.</p> <p>Il existe deux exceptions au principe de la double incrimination. Même si les faits poursuivis dans l'Etat requérant ne sont pas punissables en Suisse, la contrainte peut néanmoins être ordonnée si les mesures requises visent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) à disculper la personne poursuivie ; b) à poursuivre un acte d'ordre sexuel avec des mineurs. <p>(art. 64 de la loi sur l'entraide pénale internationale; déclaration de la Suisse à l'art. 5 par. 1 de la Convention d'entraide judiciaire de 1959)</p>
Limitation de l'utilisation de la preuve obtenue :	<p>Règle de la spécialité</p> <p><i>Utilisation exclue</i></p> <p>Les renseignements et les documents obtenus par voie d'entraide ne peuvent, dans l'Etat requérant, ni être utilisés aux fins d'investigations ni être produits comme moyens de preuve dans une procédure pénale visant une infraction pour laquelle l'entraide est exclue (par ex. infractions militaires ou politiques, actes qui contreviennent à des mesures de politique monétaire, commerciale ou économique, actes qui paraissent tendre à diminuer des recettes fiscales).</p> <p>Utilisation moyennant accord préalable</p> <p>Toute autre utilisation est subordonnée à l'approbation de l'Office fédéral de la justice (par ex. procédures connexes, procédure suivie dans un Etat tiers). Cette approbation n'est pas nécessaire lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les faits à l'origine de la demande constituent une autre infraction pour laquelle l'entraide est susceptible d'être accordée; ou b) la procédure pénale étrangère est dirigée contre d'autres personnes ayant participé à la commission de l'infraction. <p>L'autorisation d'assister aux actes d'entraide et de consulter le dossier (art. 65a al. 1) est soumise aux mêmes conditions.</p> <p>(art. 67 de la loi sur l'entraide pénale internationale; déclaration de la Suisse à l'art. 2 let. b et c de la Convention d'entraide judiciaire de 1959)</p>
D'autres informations particulièrement pertinentes (par ex. documents requis pour certaines formes d'assistance) :	<p>Veillez consulter le site internet de l'Office fédéral de la justice sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale :</p> <p>https://www.bj.admin.ch/bj/fr/home/sicherheit/rechtshilfe/strafsachen.html</p>

<p>Liens vers législation nationale ou guides de procédure nationale :</p>	<p>Recueil systématique du droit suisse (Droit interne / Droit international) : https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/droit-federal/recueil-systematique.html</p> <p>Loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale (EIMP) : https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19810037/index.html</p> <p>Ordonnance sur l'entraide internationale en matière pénale (OEIMP) : https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19820046/index.html</p> <p>Code pénal suisse (CP) : https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html</p> <p>Traités internationaux en matière d'entraide judiciaire : https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/0.35.html#0.351</p> <p>Informations disponibles sur le site Internet de l'Office fédéral de la justice : https://www.bj.admin.ch/bj/fr/home/sicherheit/rechtshilfe/strafsachen/beweiserhebung.html</p>
<p>Parties au Deuxième Protocole additionnel : lien vers banque de données contenant les coordonnées des autorités compétentes pour la transmission directe de demande d'entraide judiciaire :</p>	<p>La liste des autorités suisses qui ont la compétence de correspondre directement pour les affaires d'entraide judiciaire avec les autorités étrangères peut être consultée dans la banque de données des localités et tribunaux suisses : https://www.elorge.admin.ch</p>